



Déclaration liminaire CGT Educ'action Versailles 14/02/23

Depuis le 19 janvier dernier, la mobilisation contre la réforme des retraites prend de plus en plus d'ampleur face au mépris du gouvernement Borne- Macron. Ce sont bien eux les semeurs de trouble dans la société qui, pour sauver le taux de profit, sont prêt.e.s à revenir sur des conquêtes sociales à rebours de l'histoire. Celui qui se présentait comme le président moderne et disrupteur n'est autre que le continuateur des recettes libérales. Il ne s'agit plus de faire une réforme juste (comment oser utiliser ce propos alors même

que ce sont les plus précaires qui vont payer le prix le plus fort) non, il s'agit maintenant de faire une réforme nécessaire. Nécessaire pour qui : pour sauver le système par répartition ! Il s'agit surtout de limiter le montant des pensions et de multiplier le recours au secteur privé. Il reste que les ficelles particulièrement grosses et malvenues ne passent pas. L'ampleur de la mobilisation est historique aussi bien par les taux de grévistes que par la fréquentation massive des manifestations.

La question du travail est centrale. Mais sa définition est très largement travestie. La retraite n'est pas la fin du travail mais sa libération de la pression capitalistique. On veut trop facilement opposer une France qui souhaiterait une société de loisirs et une France qui serait responsable au regard des enjeux. La question du travail doit être abordée dans sa dimension totale. S'occuper de ses petits enfants, participer à la vie d'association, développer des actions culturelles font partie de la vie de notre société. Réduire le droit à la retraite, c'est rentrer dans une logique mortifère. Nous devons faire un choix différent de société où le travail salarié n'est pas l'ensemble de la vie. Nous devons faire le choix d'une réduction du temps de travail qui va dans le sens de l'histoire et des enjeux climatiques notamment mais aussi en termes d'égalité entre les femmes et les hommes. Cela veut dire aussi une autre répartition entre le capital et le travail.

Se cacher derrière sa légitimité électorale, c'est bien circonscrire la démocratie. Les grévistes et les manifestant.e.s ne sont pas là parce qu'ils n'ont rien compris. L'expression de la rue ne doit pas seulement être entendue, elle doit être écoutée par ce gouvernement. Dans le cas contraire, ce dernier fait le pari bien risqué d'une confrontation plus dure. L'intersyndicale est prête pour un durcissement du mouvement à partir du 7 mars et notamment sa reconduction

le 8 date hautement symbolique au regard de l'injustice que porte en elle la réforme pour les femmes. Nous entendons déjà le discours du gouvernement et de ses allié.e.s dénonçant le blocage du pays. Il ne tient qu'à eux de retirer cette réforme qui fait la quasi unanimité contre elle.

La CGT appelle au sein d'une intersyndicale unitaire à la grève et à la manifestation jeudi 16 février et à la reconduction à partir du 7 mars prochain.

Il est globalement temps de changer de logiciel pour reprendre un élément de langage. Le parallèle avec notre ministère est rapide. Les « négociations » autour de la revalorisation du salaire des personnels sont inacceptables. Nous sommes à nouveau dans une logique indemnitaire qui ne rattrape en rien les pertes subies depuis de nombreuses années. Pire, le ministère veut mettre en place une rémunération à double vitesse renforçant ainsi la division entre les collègues et faisant éclater les collectifs de travail. Ce n'est pas prendre en compte la réalité de nos métiers. C'est faire le choix d'un toujours plus grand mépris pour notre service public d'éducation. Il faut changer de logiciel : cela signifie investir globalement et durablement dans l'éducation que ce soit en termes de moyens de fonctionnement (nous y reviendrons dans ce CSA) mais aussi pour payer correctement les personnels quel que soit leur métier.

Les mobilisations historiques de l'automne ont permis d'empêcher l'augmentation de 50 % de la durée des PFMP, mais **elle propose malgré tout de les déréguler en modulant leur durée en fonction du parcours et des besoins de l'élève.**

Pour le reste, c'est, sans surprise, la même litanie : **arrimer toujours plus les lycées professionnels aux intérêts des entreprises.** La ministre déléguée veut renforcer leur emprise dans l'organisation du temps scolaire et les contenus enseignés. Validant les dispositifs de la réforme Blanquer, l'AP, la co-intervention, le chef-d'œuvre, le module insertion ou poursuite d'études seraient investis par des intervenant·es venant de l'entreprise. Les élèves décrocheur·euses seraient confié·es à des « tuteurs » dont on ne sait pas qui ils ou elles seront vraiment. La seule réponse aux interpellations sur les risques (exposition aux produits dangereux, accidents du travail, violences sexistes et sexuelles...) pour les jeunes en entreprise est de « développer un label ». La possibilité d'une année supplémentaire de formation, avec une part importante de stage en entreprise, après le CAP ou le BAC, a pour objectif, en corrélation avec le développement des FCIL et des MC, de fournir les besoins locaux en main-d'œuvre.

Cette contre-réforme attaque la mission émancipatrice du lycée professionnel et menace le statut des PLP par l'annualisation de leurs services et l'augmentation du temps de travail. La CGT Éduc'action porte

une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans et une allocation d'études pour l'ensemble des lycéennes. Les élèves n'ont pas besoin de plus d'entreprise mais au contraire de plus d'école. **C'est pourquoi la CGT Educ'action appelle à rester mobilisés pour exiger le retrait total de ce projet.**

Pour ce qui concerne notre CSA A d'aujourd'hui, nous sommes toujours dans la gestion d'une enveloppe contrainte notamment pour les CPE. Nous nous interrogeons sur la prise en compte réelle de la difficulté scolaire avec l'utilisation uniquement des CSP alors que nous utilisons globalement l'IPS pour la répartition des autres moyens. Cette enveloppe contrainte oblige à des choix discutables souvent au détriment des classes populaires. La fusion des CIO de Mantes et des Muraux n'est pas un bon signal également. Cela implique une réduction de l'offre en termes d'orientation scolaire alors même que les différentes réformes que ce soit celle du lycée général et technologique que la précédente de la voie professionnelle obligent à toujours plus de connaissances des rouages du fonctionnement de l'éducation nationale. L'orientation devient une affaire de spécialistes défavorisant à nouveau les classes populaires particulièrement présentes sur le bassin.

Il y a une véritable nécessité à un plan d'urgence pour l'École qui ne soit pas guidé par les seules questions comptables. Il faut revaloriser les métiers, permettre la mise en place des meilleures conditions de travail pour les personnels et les élèves sans inféoder systématiquement aux besoins de l'économie. Nous revenons ici à la question initiale de la retraite et du travail. Les besoins de l'économie ne peuvent guider tous les choix de société. C'est le rôle du politique (dans son acceptation large de vie de la cité) qui est interrogé ici. Faire des choix pour une société démocratique, garantissant l'égalité réelle et écologique implique de prendre une autre orientation. La CGT Educ'action continuera de porter ses revendications pour une école et une société émancipatrice !